

Introduction

Pour ce livre qui retrace la lutte des ouvriers sidérurgistes pour défendre leur emploi et leurs usines menacées de fermeture, nous hésitions entre plusieurs titres. Il aurait pu s'appeler « SOS EMPLOI » du nom de l'enseigne lumineuse érigée le 12 décembre 1978 par la CFDT en haut du crassier qui domine la ville, phare d'appel au combat et symbole d'espoir des travailleurs du Pays-Haut.

Il aurait pu s'appeler *Lorraine Cœur d'acier*, nom de la puissante radio CGT qui, depuis le 18 mars 1979, a exalté la lutte des travailleurs lorrains en leur donnant la parole.

Les Flammes de l'espoir, autre titre possible, fut la grande manifestation organisée par l'intersyndicale, les enseignants et les parents d'élèves, qui a regroupé, le 24 janvier 1979, sur la grande place de Longwy, douze mille enfants et jeunes gens se transmettant, d'une école à l'autre, le flambeau de la flamme de l'espoir qui ferait vivre Longwy. *Vivre, travailler et décider à Longwy*, banderole surmontant la porte de la mairie, aurait rappelé l'objectif d'un conflit de huit mois qui, dans un élan sans pareil, a mobilisé avec les sidérurgistes menacés dans leur emploi les chômeurs et les autres catégories de la popula-

tion pour qui la disparition des usines sidérurgiques risquerait de faire de Longwy une « ville morte ».

Nous avons finalement choisi un titre plus général *Chômage et violence* non seulement pour manifester le sens du conflit mais pour signifier qu'il n'est qu'un cas parmi d'autres de l'expression de la révolte ouvrière devant l'impasse du chômage.

L'année suivante, le conflit des marins pêcheurs reprenait les mêmes formes d'action : barrages de routes, isolement de la ville, blocage des ponts, multiples opérations coup de poing à la limite de la violence, pour signifier le même désespoir d'une profession vouée au chômage et à la misère. Dans cette situation, la violence des ouvriers ou des pêcheurs répond à la violence qui leur est faite, et c'est pour eux le seul moyen d'alerter sur leur sort l'ensemble de l'opinion publique.

On peut légitimement prévoir que ces conflits violents ne sont pas les derniers dans un pays qui possède près de deux millions de chômeurs dont la moitié de jeunes.

Cette hantise du chômage est particulièrement présente dans les localités mono-industrielles telles que Longwy.

L'aspect mono-industriel de la région frappe le visiteur. La ville au pied du crassier est enserrée dans sa vallée où dominent hauts fourneaux et aciéries crachant flammes et fumées, où s'étirent, au milieu d'un entrelacement de voies ferrées, les immenses ateliers des laminoirs. Les tristes banlieues ouvrières aux maisons de briques toutes semblables s'étagent sur les collines : Gouraincourt, Longlaville, La Chiers, Herserange; Mont-Saint-Martin possède maintenant sa ZUP sur le plateau avec ses HLM de béton, plus modernes, moins entassées, moins encrassées par les fumées.

Toute la vie locale depuis plus d'un siècle est centrée sur la sidérurgie : les quelques autres entreprises de travaux publics, du bâtiment ou d'électricité en dépendent. Les petites villes des vallées avoisinantes Villerupt, Saulnes, Gorcy sont aussi des cités sidérurgiques, déjà durement touchées par les fermetures.

Pour les statistiques de l'INSEE, la moitié des vingt-huit mille salariés de la circonscription sont classés sidérurgistes et une large part de l'autre moitié vivent de la sidurgie.

L'annonce des fermetures d'usines (La Chiers, phase liquide d'Usinor) touchant six mille cinq cents emplois sur les quatorze mille du bassin représentait pour Longwy l'effondrement économique de la région.

Le caractère mono-industriel de l'activité locale et le taux actuel de chômage à Longwy, très supérieur à la moyenne nationale, excluait toute possibilité locale de se reclasser : à l'Agence nationale pour l'emploi, les moins de vingt-cinq ans représentent 63 % des demandeurs d'emploi.

Le 12 décembre 1978, l'annonce par Usinor et Sacilor-Sollac de la suppression de vingt et un mille emplois dont six mille cinq cents pour Longwy fit l'effet d'une bombe.

Pour Usinor les usines concernées touchaient essentiellement Denain et Longwy, pour Sacilor elles concernaient la vallée de la Moselle.

Depuis l'absorption de Lorraine Escaut en 1966, Usinor est pratiquement devenue le maître du bassin. Elle récolte également les restes de l'usine de La Chiers dont la liquidation était engagée depuis 1977 avec deux mille licenciements dont on retrouve une partie parmi les actuels chômeurs de Longwy. Au cours du conflit a été absorbée la dernière usine belge du bassin, Cockerill Rehon, dont les activités seront étroitement coordonnées avec celles d'Usinor-Senelle les aciéries et hauts fourneaux des deux usines devant suffire pour l'essentiel à alimenter les laminoirs subsistant.

La crise donc concerne à Longwy essentiellement l'usine de La Chiers qui ferme en août 1979, sauf le train à feuillards dont la fermeture est remise à un an et l'agglomération qui sera conservée et mise au service des deux autres usines. Les menaces concernent également Usinor-Senelle, c'est-à-dire la phase liquide d'Usinor : aciérie et hauts fourneaux. Sous la pression du conflit, une quote-part sera faite, maintenant certaines des installations menacées d'Usinor en compensation d'autres abandons sur Cockerill-Rehon.

La main-d'œuvre menacée bénéficiait jusqu'alors d'un niveau de vie acceptable : 55 % des ouvriers sont classés ouvriers professionnels. L'âge moyen relativement élevé se situe vers quarante ans. Il existe à Longwy une longue tradition d'immigration. Les travailleurs comprennent 35 % d'immigrés : notamment des ouvriers issus d'Afrique du Nord, Algériens et Marocains ; les ouvriers d'origine italienne sont généralement des ouvriers assimilés et installés depuis plusieurs générations. Ils tiennent une place importante dans l'encadrement syndical.

Le choc des fermetures sera d'autant plus fort sur les travailleurs de Longwy que subsistent encore des traditions

paternalistes. On a beau dire que les maîtres de forge ont passé la main à des technocrates parisiens. Bernard Labbé de Gorcy, descendant des maîtres de forge qui dirige toujours l'Union locale de la Métallurgie, participait encore à la dernière compétition électorale des législatives et anime l'association de l'Avenir du Pays Haut. Même si son influence politique décline, l'emprise des sociétés sur la vie locale reste toujours visible : la société de construction « La Familiale » est financée par le patronat. De nombreux logements ouvriers, à bas prix, dépendent de l'usine. Les établissements d'enseignement technique, l'hôpital, un certain nombre d'œuvres sociales et de clubs sportifs sont branchés sur l'usine. Ce patronat, qui donnait le gîte, la sécurité et les protections, tout à coup se défile et ne donne même plus l'essentiel : le travail. Le contrat séculaire tacite d'échange du travail contre la sécurité est rompu.

La révolte a été violente à Longwy : elle s'est exprimée à plusieurs reprises par de spectaculaires manifestations de rues, par des formes d'actions, « les opérations coup de poing », d'une nouveauté et d'une diversité surprenante, n'hésitant pas à enfreindre la légalité, voulant frapper l'opinion publique et s'en prendre au pouvoir tenu pour responsable de la situation.

La description et l'analyse du conflit couvriront les chapitres 1 à 4. Le premier est centré sur les formes d'action, le second sur la violence : violence expressive, tactique ou stratégique ? Tout en étant pleinement assumée, elle fut critiquée à la base et consciente de ses limites. Elle était à la fois le produit et le handicap d'une mobilisation sans précédent. Le chapitre 3, démocratie et organisation, analyse la démocratie dans la lutte. L'information n'a pas manqué, les radios locales s'ajoutant aux formes traditionnelles d'information, tracts, prises de parole. Mais ceci a-t-il suffi à associer réellement les travailleurs aux décisions concernant les stratégies et les objectifs de l'action ? Sur ce plan, l'autorité des responsables continue à faire loi, même s'ils acceptent d'être discutés et contestés. L'intersyndicale a particulièrement fait les frais des dissensions-entre organisations, divergences non comprises par la base qui désavoue les querelles dont elle ne voit pas l'enjeu.

Le chapitre 4 donne des éléments sur l'ampleur et les raisons de la crise qui est à l'origine du conflit. La crise était-elle évitable ? Est-elle européenne ou mondiale ? Qui sont les responsables ? Quelles sont les raisons techniques et économiques, ses explications politiques ? La mo-

dernisation explique-t-elle tout ? La nationalisation aurait-elle pu éviter la crise ?

Devant les carences de l'ancien gouvernement les syndicats n'ont pas hésité à s'engager dans des propositions de solutions industrielles. Que peut-on en attendre ? Que peut-on espérer des reconversions et des promesses d'implantations nouvelles ?

Le conflit a été négocié, mais les négociations se faisaient ailleurs, à Paris, et ouvriers et militants eurent moins de prise sur la négociation que sur la conduite des luttes. Les objectifs sur le plan industriel, au début, étaient clairs, unifiés et cohérents. Mais l'intransigeance patronale et gouvernementale a obligé au repli sur les aménagements sociaux du démantèlement : ici le front uni s'est brisé malgré l'importance des concessions qui seront faites.

Cette analyse du conflit est conduite transversalement à travers le témoignage des différents groupes concernés : les responsables syndicaux (et politiques locaux pour les questions économiques), le groupe des ouvriers immédiatement menacés qui inclut des ouvriers de La Chiers dont l'usine allait fermer en août 1979 (l'enquête se déroule de mars à mai 1979) et ceux d'Usinor-Senelle dont la fermeture des installations est annoncée pour l'année suivante. Un second groupe témoin, moins engagé directement dans la lutte, parce que moins immédiatement menacé, représente les ouvriers de la tôlerie d'Usinor, située à Mont-Saint-Martin. Sa fermeture n'est pas pour le moment annoncée, et les ouvriers escomptent trois ou quatre ans de répit. Ils ne sont donc pas entièrement tranquilles pour autant, et la dénomination de groupe « stable » n'a qu'une signification toute relative.

La CGT domine par son implantation les usines du bassin. Cependant la CFDT bénéficie d'une bonne implantation à la tôlerie de Mont-Saint-Martin, et FO est bien représentée à l'usine de La Chiers.

Le troisième groupe d'interviewés a été un groupe de chômeurs, pressentis lors de leurs démarches à l'ANPE : ce sont donc des travailleurs tout venant, dont un tiers représente cependant d'anciens sidérurgistes licenciés de La Chiers. Il ont, pour une part, participé également au conflit dans la mesure où il se déroulait hors des usines.

Ce triple échantillon de sidérurgistes menacés, de sidérurgistes stables et de chômeurs, va nous permettre de déborder le conflit pour aborder la question plus générale de la recherche de l'emploi et de la perception de la